

L'URUGUAY ROUND ET L'EUROPE DE 1992

Au moment même où les ministres des pays membres du GATT se réunissent à Montréal en décembre pour donner un élan politique aux négociations commerciales multilatérales (NCM), on se demande de plus en plus si la Communauté européenne n'est pas en train de devenir plus protectionniste à mesure qu'approche l'échéance de 1992.

Les arrangements commerciaux régionaux et multilatéraux vont de pair

Au Sommet économique de Toronto, les dirigeants mondiaux ont déclaré que des initiatives comme la réalisation du marché unique en Europe d'ici 1992 et l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis "doivent étayer le système commercial multilatéral ouvert ainsi que l'incidence libéralisatrice de l'*Uruguay Round*". Ils ont déclaré que l'aboutissement des négociations d'Uruguay garantirait l'intégrité du système commercial mondial en mettant l'accent sur le rôle de règles commerciales claires, sur le développement des échanges et sur la croissance économique.

Chacune des étapes de l'intégration européenne, depuis la création du Marché commun dans les années 1950 jusqu'à son élargissement afin d'inclure le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark et, plus récemment, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, s'est accompagnée de nouveaux engagements en vue de libéraliser les échanges internationaux dans le cadre du GATT. C'est ce qui a résulté des négociations commerciales multilatérales du *Dillon Round*, du *Kennedy Round* et du *Tokyo Round* dans les années 1960 et 1970.

L'engagement de la Communauté européenne envers l'aboutissement des négociations d'Uruguay est fondamental si l'on veut que la réalisation du marché unique contribue à développer les échanges internationaux et à freiner le protectionnisme.